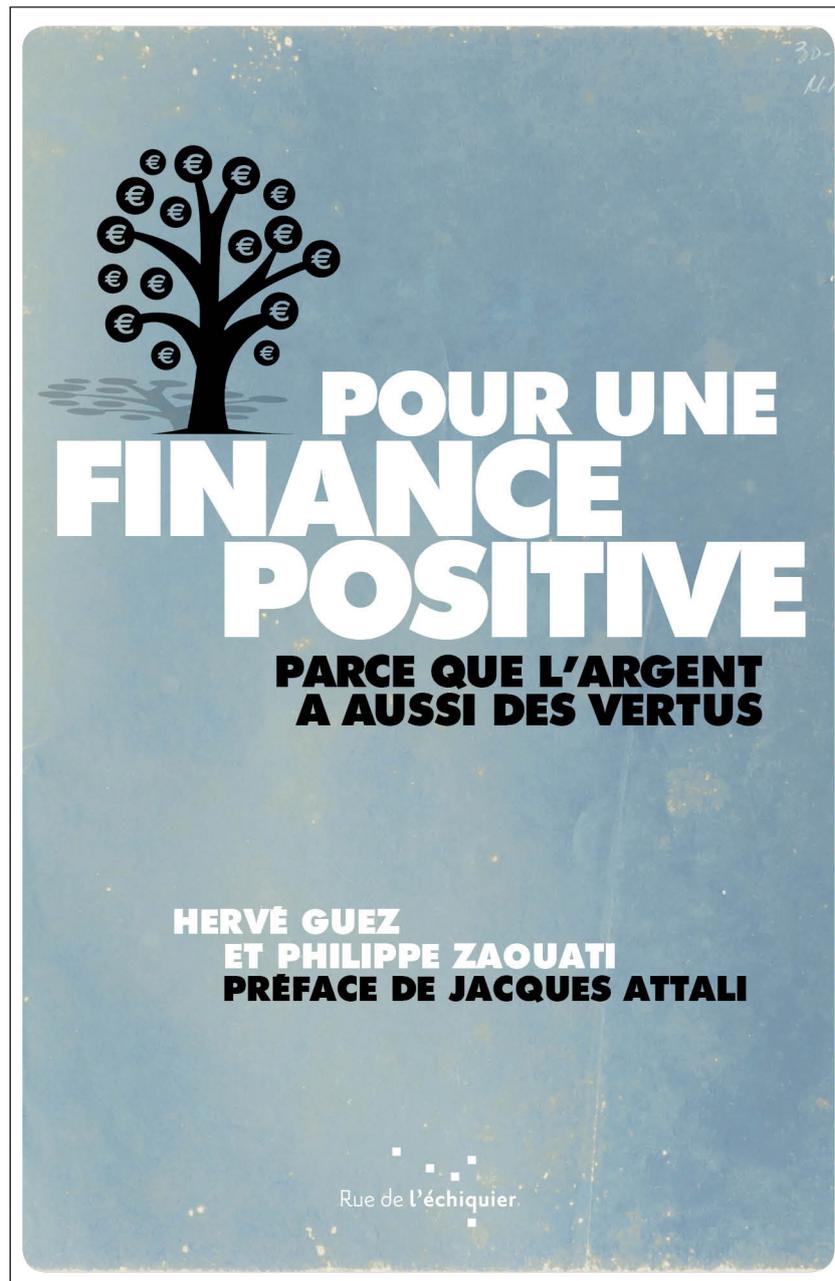

REVUE DE PRESSE



Pour une finance positive
Hervé Guez et Philippe Zaouati

SOMMAIRE

Presse en ligne et blogosphère

<i>Youphil</i>	3
<i>NewsManager</i>	4
<i>Communiqué de presse</i> <i>repris par Fréquence terre et Global et Local</i>	7



"Les infrastructures constituent un axe fort de notre développement"

Erick Jarjat 22/09/2014

Dans un entretien à NewsManagers, Philippe Zaouati, directeur général de Mirova, dresse un premier bilan de ses activités à la tête de cette filiale dédiée à l'investissement responsable de Natixis AM. Il présente également ses projets de développement, notamment dans le secteur des infrastructures, des "green bonds" et de la finance solidaire, et précise sa feuille de route pour devenir un acteur international de premier plan.

Newsmanagers : Vous avez pris la tête de Mirova, le pôle dédié à l'investissement responsable de Natixis AM il y a un peu plus de dix-huit mois. Mirova est devenue une filiale depuis le début de l'année. Quel premier bilan pouvez-vous tirer de ces neuf premiers mois d'activité ?

Philippe Zaouati : Nous sommes en phase avec nos prévisions. D'ici à la fin de l'année, nous aurons déployé des offres sur toutes les classes d'actifs. Avec une équipe d'une cinquantaine de collaborateurs, nous gérons au total 4,3 milliards d'euros, dont près de 3 milliards en actions, un peu plus de 1 milliard en obligations et environ 500 millions en fonds d'infrastructures. Preuve que nous nous implantons durablement dans le paysage, nous avons été reconnus comme la meilleure société de gestion ISR par les Prix Extel- **Thomson** le mois dernier.

N.M. : Vous avez récemment lancé un fonds d'infrastructures. Où en êtes-vous ?

P.Z. : Oui, il s'agit du fonds Mirova Eurofideme 3. Nous avons réalisé un premier closing à 75 millions d'euros fin juillet, et il y en aura en principe un second d'ici la fin de l'année qui devrait se situer entre 100 et 120 millions d'euros. Le fonds vient d'être autorisé à la distribution en Allemagne, au Royaume-Uni et en Suisse et nous sommes en phase de due diligence avec la **Banque européenne d'investissement**. La phase de commercialisation hors de France est donc en train de démarrer, avec de très bons retours de nos clients. Nous avons en parallèle des levées de fonds sur les fonds d'infrastructures généralistes qui devraient se concrétiser cet automne.

N.M. : Les infrastructures sont donc au coeur de votre stratégie ?

P.Z. : Les infrastructures constituent un axe fort de notre développement. Lorsque nous avons intégré cette activité fin 2012, les encours s'élevaient à environ 300 millions d'euros. Nous sommes désormais autour de 500 millions d'euros et notre objectif est de porter cet encours à environ 1 milliard d'euros à fin 2015. Autrement dit, nous souhaitons devenir un acteur visible sur le segment des infrastructures.

N.M. : Dans un environnement porteur ?

P.Z. : Oui, la demande des investisseurs institutionnels est bien là dans un marché très concurrentiel. Mais nous avons l'avantage d'avoir des équipes stables qui ont prouvé leur capacité à gérer au fil des années. De plus, nous ajoutons la dimension d'investissement responsable qui donne du sens à l'ensemble. Nous avons travaillé sur l'analyse et la mesure des impacts environnementaux et sociaux au sein de la classe d'actifs infrastructures, avec notre équipe de recherche et un consultant (Be Citizen) pour établir une grille d'analyse. Nous allons continuer de travailler sur cette méthodologie, pour essayer de mettre en place, aux côtés de d'autres acteurs, un label de place.

N.M. : Les investisseurs manquent de repères ?

P.Z. : D'une façon générale, je crois que dans le domaine du développement durable, il faut plus de clarté, plus de transparence et il faut donc mettre en place des labels reconnus par la communauté financière. C'est vrai au niveau des infrastructures, c'est évident au niveau des green bonds, et c'est également vrai au niveau de l'ISR plus généralement.

N.M. : **Les institutionnels qui investissent par exemple dans des "green bonds" ne savent pas dans quoi ils investissent ?**

P.Z. : Il y a encore beaucoup de questions autour des "green bonds" car il n'y a pas pour l'instant de définition officielle, on est encore dans «l'auto-proclamation». Pour autant, nous sommes très favorables à ce marché qui offre de très bonnes perspectives. C'est un bon moyen pour orienter l'épargne vers les investissements indispensables à la transition énergétique. Nous sommes membres du comité directeur des Green Bonds Principles dans le cadre de l'ICMA. Une consultation est en cours sur les green bonds, elle devrait conduire à un cadre général pour les obligations vertes. En parallèle, nous avons défini notre propre méthodologie d'analyse des green bonds et nous souhaitons la mettre en application dans un fonds 100% dédié à ces nouveaux instruments de marché. Il s'agit d'un fonds historique de la maison, qui va être réorienté pour être investi 100% dans les green bonds. Il sera d'ailleurs géré par un spécialiste reconnu de ce marché, **Chris Wigley**, qui nous a rejoints il y a un peu plus de deux mois. Au global nous avons déjà investi environ 200 millions d'euros dans les green bonds, soit autour de 20% de nos actifs obligataires.

N.M. : **Vous avez aussi un pôle dédié à la gestion solidaire ?**

P.Z. : Notre fonds **Natixis** Solidaire vient de dépasser la barre des 100 millions d'euros notamment grâce à un grand institutionnel de la place nous a délégués la gestion de sa poche. C'est de loin le plus gros fonds dans le domaine de la finance solidaire en France. Il ne s'agit pas d'un fonds traditionnel 90/10, mais d'un fonds 100% investi dans des entreprises solidaires. Ce fonds sert justement à alimenter les poches solidaires des FCPE.

N.M. : **Nous n'avons pas encore évoqué la poche actions, la plus importante. Avez-vous de nouveaux projets de ce côté-là ?**

P.Z. : Effectivement, nous avons deux projets importants en cours. Sur la thématique sociale, nous souhaitons renforcer le thématique emploi sur le fonds Insertion Emplois avec une mesure d'impact sur l'emploi en France. Très concrètement, il y aura un reporting sur ce fonds qui annoncera le nombre de créations d'emplois. Autrement dit, vous saurez que 100 euros investis dans ce fonds permettront de maintenir ou de favoriser la création d'un certain nombre d'emplois. Ce fonds est notamment commercialisé dans le réseau des caisses d'épargne. Les modifications devraient être opérationnelles début 2015. Et sur la thématique environnementale, nous préparons le lancement d'un fonds sur les thèmes de l'agriculture et l'eau, probablement en novembre ou décembre.

N.M. : **Vous avez souligné précédemment la nécessité de développer des labels de référence. Où en est le projet de label ISR de place ?**

P.Z. : Les travaux se poursuivent et une annonce pourrait intervenir à l'occasion de la semaine de l'ISR. L'ISR français a souffert en termes de crédibilité des dissensions étalées sur la place publique. Si on veut garder notre rang de leader en Europe dans le domaine de l'ISR, il faut parvenir à se mettre d'accord sur des critères communs. Sinon, d'autres le feront à notre place. Voyez par exemple les initiatives de LuxFlag au Luxembourg.

N.M. : **Quelle est votre approche en matière de vote et d'engagement ?**

P.Z. : Nous déployons notre politique de vote, notamment pour **Natixis** AM et depuis très récemment

pour le compte de Malakoff Médéric. Ce qui représente au total plus de 38 milliards d'euros d'actifs conseillés. Parallèlement, nous sommes aussi en train de travailler sur une plateforme d'engagement. On a plus de poids si on est plusieurs. Nous travaillons avec de grands investisseurs institutionnels de la place pour se mettre d'accord sur des actions d'engagement communes. Sur des problématiques d'entreprises précises ou sur des thématiques transverses.

NM : Vous avez indiqué votre volonté de devenir un grand acteur international dans les cinq ans. Quelle est votre feuille de route ?

P.Z. : Comme je vous le disais, toutes nos offres seront déployées d'ici à la fin de l'année. Elles sont disponibles dans la sicav luxembourgeoise – Mirova Funds, elle-même enregistrée dans toute l'Europe. Et nous disposons évidemment de la force de frappe des équipes commerciales de la plateforme de distribution internationale de **Natixis Global Asset Management**. En Europe d'abord et potentiellement dans le reste du monde, notamment aux Etats-Unis où **Natixis AM** a depuis le mois de juillet une structure opérationnelle.

N.M. : Quels sont vos objectifs chiffrés ?

P.Z. : Nous avons un objectif de doublement des actifs sous gestion, de 4 milliards en début d'année à 8 milliards d'euros dans les cinq ans. En termes d'effectifs, nous envisageons de recruter une dizaine de personnes dans le courant de 2015, surtout pour renforcer notre équipe infrastructures, qui compte déjà une quinzaine de professionnels, mais peut-être aussi notre équipe obligataire.

N.M. : Vous publiez ces jours-ci un ouvrage dédié à la «finance positive» (1). Qu'entendez-vous par là ?

P.Z. : Que ce n'est pas un oxymore! Il s'agit de faire passer un message somme toute assez simple. Il faudrait sortir de la logique excès-sanction et considérer la finance comme un outil qui permet d'atteindre des objectifs de développement durable. Il faut donc que la finance se change elle-même mais il faut aussi que l'image de la finance change.

Pour y parvenir, nous pensons qu'il est indispensable d'allouer l'épargne, qui est abondante, vers le long-terme positif, c'est-à-dire vers des investissements cohérents avec le développement durable. Avec des incitations fortes, notamment du côté des investisseurs institutionnels, trop concentrés sur le court terme mais aussi entravés par la réglementation. Autrement dit, il faudrait investir dans le monde tel qu'on voudrait qu'il soit et non dans le monde tel qu'il est.

(1) Pour une finance positive – Parce que l'argent a aussi des vertus, **Hervé Guez** et **Philippe Zaouati**, Editions Rue de l'échiquier

- Un livre de conviction écrit par deux banquiers qui ont fait de l'investissement responsable leur combat
- Une boîte à outils qui démontre que l'argent peut être utilisé au service de l'intérêt général
- Le prolongement du rapport Attali *Pour une économie positive*, paru en septembre 2013

Les auteurs

♦ **Hervé Guez** est analyste financier de formation, métier qu'il a exercé pendant douze ans. Au cours de cette expérience, il a acquis la conviction que les marchés financiers pourraient mieux jouer leur rôle de bon allocataire du capital, notamment en intégrant les problématiques sociales et environnementales dans leur réflexion. Il est désormais directeur de la recherche en investissement responsable au sein de Mirova, la société de gestion d'actifs du Groupe BPCE dédiée à l'investissement responsable.

♦ **Philippe Zaouati** est directeur général de Mirova, qu'il a créé. Mirova gère environ 4 Md€ en actions, obligations, infrastructures et finance solidaire. Il était précédemment directeur général délégué de Natixis Asset Management, société de gestion d'actifs de 300 Md€ du Groupe BPCE, en charge des équipes de développement commercial et de la division Investissement Responsable. Philippe Zaouati est très impliqué depuis plusieurs années dans le développement de la finance responsable, en France et en Europe. Il a publié en 2009 *Investir Responsable, en quête de nouvelles valeurs pour la finance*, aux éditions Lignes de repères. Il a activement contribué au rapport sur l'économie positive, sous la direction de Jacques Attali, publié chez Fayard sous le titre *Pour une économie positive* (20 000 exemplaires vendus).

Une finance au service de l'intérêt général

Pour certains, la finance reste « l'ennemi », le responsable unique de la crise économique, le **symbole d'un modèle dépassé** qui nous conduit inévitablement à une catastrophe sociale et écologique. La « financiarisation » de l'économie et ses conséquences – prise de risque excessive poussée par des modes de rémunération excessifs, creusement historique des inégalités – est de fait au cœur de l'implosion du système financier en 2007 et 2008, avec en point d'orgue la crise des *subprimes*, ou comment endetter au-delà du raisonnable ses clients sans en supporter le risque.

Quelle fut la réponse apportée partout dans le monde à ces dysfonctionnements ? Une avalanche inédite de régulations : séparation des activités pour compte propre des banques, renforcement des exigences de fonds propres... Pour de nombreuses raisons, à commencer par les difficultés de mise en œuvre, on peut douter de l'efficacité de cette réponse.

L'urgence, aujourd'hui, c'est de réintroduire de l'altruisme et le souci des générations futures. Cette économie positive appelle une finance positive, qui innove au service de l'intérêt général. Les besoins de financement pour changer de modèle économique en tenant compte de la contrainte environnementale sont en effet immenses : pour soutenir les innovations technologiques et sociales, pour construire de nouvelles infrastructures durables, pour financer la transition énergétique.

L'ambition de ce livre est de montrer **comment cette finance réinventée peut être un levier puissant pour orienter l'épargne vers les besoins d'une économie positive.**